



L'ARCHITECTURE D'UN GOUVERNEMENT ECONOMIQUE EUROPEEN : Entre endettement et négation du pouvoir d'achat

Dr Yves Ekoué Amaïzo,
Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence « Afrology »
17 août 2011

Personne n'attendait de grandes avancées du couple « Merkel-Sarkozy » lesquels se sont rencontrés le 16 août 2011 en pleine crise de confiance des places financières. Pourtant à analyser les propositions faites, il semble que tout ce qui touche de près ou de loin à un renflouement des « caisses » de l'Union européenne a été repoussé aux « calendres grecques ». Les deux « propulseurs » de l'Union européenne ont préféré innover en touchant à l'architecture institutionnelle de l'UE non sans oublier le mode de financement « automatique » de leur proposition et l'identification d'un point focal.

C'est ainsi que les marchés qui attendaient des « garanties » sur la prise en charge par les Etats d'une partie des dettes des banques européennes trop fortement engagées dans les pays européens en crise, ont dû se contenter de « gérer » leur fébrilité.

1. Mini-Sommet Merkel-Sarkozy du 16 août 2011 : Innovations institutionnelles

Comme une tautologie, il a été demandé à l'ensemble des 17 membres de la zone euro d'inscrire avant l'été 2012 dans leur Constitution le retour à l'équilibre budgétaire par le biais d'une loi de finance annuelle. Cela n'empêchera aucun Etat d'expliquer que cet équilibre budgétaire n'a pas pu être atteint. Cette limite constitutionnelle appelée « la règle d'or » ne sera pas plus respectée que la fameuse limite de 3 % du déficit budgétaire de Maastricht. Il est paradoxal que ce soit certains des Etats qui se sont écartés de la discipline établie par le Traité de Maastricht qui proposent de nouvelles limites qui risquent de ne pas être respectées compte tenu des antécédents.

Comme l'Allemagne, par la voix de Mme Angela Merkel, s'est vivement opposée à la mise en place des « obligations européennes », il fallait innover en matière de recettes puisque la plupart des Etats, pour répondre en urgence à la crise financière de 2008¹, ont sacrifié l'essentiel de leur « marge de manœuvre budgétaire » pour sauver essentiellement les banques et non les peuples. Comme la crise de 2008 ne fait que se prolonger, contrairement à ceux qui font croire que « les choses sont rentrées dans l'ordre », ce d'autant que les actifs toxiques ne sont toujours pas à ce jour résolus, ce n'est pas une mesure dont les résultats sont hypothétiques qui pourra calmer les acteurs du marché.

Entre retour à l'équilibre, la nomination d'un gouvernement économique financé entre autres par un impôt commun sur les sociétés et une taxe européenne sur les transactions financières détournées des objectifs de ceux qui ont proposé la taxe Tobin, il est difficile de croire que le premier Président suggéré, Herman Van Rompuy, l'actuel Président de l'Union européenne nommé pour un demi-quinquennat (2 ans et demi) et ne peut convoquer des réunions que 5 fois au cours du mandat de 30 mois, pourra agir

efficacement pour rétablir la confiance. Refusant donc de remettre en cause les fondements d'un système capitaliste qui a choisi de considérer le social comme un « *point de détail* », il y a des chances que cette nouvelle architecture rencontre des difficultés pour son approbation surtout si les marchés refusent de s'adapter à la vitesse de la bureaucratie de l'Union européenne.

2. Faire semblant d'aller vers le fédéralisme européen

Depuis le sommet de la zone euro du 21 juillet 2011 où de grandes décisions ont été prises, il semble que certains pays peinent à mettre en application les engagements. Faut-il rappeler au moins deux décisions fondamentales :

1. l'extension des compétences du fonds de stabilité pour l'Euro, une avancée vers un Fond monétaire européen avec en filigrane la possibilité pour cette institution renforcée de se voir confier la dette souveraine des Etats de la zone euro. En réalité, il s'agira d'une mise entre parenthèse des dettes des Etats, ce qui devrait permettre de ne pas dégrader les notations des pays, ce qui aurait comme conséquence d'accélérer la rigueur, c'est-à-dire les mesures draconiennes sur les réductions budgétaires qui doivent nécessairement être prises individuellement par les Gouvernements européens ;
2. le refus d'une avancée vers un fédéralisme européen. Ce point est remplacé par une volonté affichée d'aller vers une coordination des politiques économiques. Il s'agirait indirectement d'une gouvernance européenne régulée par une surveillance par les pairs, à l'instar du mécanisme africain d'évaluation des pairs du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), un instrument de l'Union africaine.

S'il est vrai que Mme Angela Merkel, la Chancelière allemande, semble avoir opté d'aller au mini-sommet franco-allemand du 16 août 2011 en annonçant que rien de spectaculaire n'allait en sortir, il faut toutefois savoir qu'il s'agit là d'une technique politique lui laissant les mains libres dans les négociations puisque le résultat en sortie ne peut être en deçà de ce qui est annoncé.

C'est en toute bonne logique que Mme Merkel et le Gouvernement allemand ne peuvent accepter le principe des « *euro-obligations* » apparaissant dans la situation de crise glissante actuelle, comme une véritable mutualisation des dettes. C'est donc un appel aux plus riches des pays européens de payer pour les pays les moins riches, ce qui en principe ne poserait pas de problèmes si la solidarité européenne n'était pas à « *sens unique* », à savoir c'est toujours les mêmes qui payent. Ceci n'est pas très différent du fonctionnement de l'Union africaine au plan budgétaire. La réalité est que certains pays européens ont laissé filer le déficit budgétaire bien au-delà des 3 % autorisés par le Traité de Maastricht, malgré les rappels incessants de l'Allemagne et d'autres Etats-membres. Lorsque les chancelleries allemandes et autrichiennes « *tapaient* » sur la table pour demander le respect de cette règle fondamentale pour l'équité et la transparence au sein de l'Union européenne, de nombreux chefs

d'Etats européens se contentaient de faire de vagues promesses assorties de conditionnalités. Mais lorsque le Président de la Commission d'alors, José Manuel Barroso, demandait de faire jouer les sanctions contre les Etats qui présentaient une situation dégradée au point de dépasser le double du déficit autorisé par les Textes communautaires, il a été gentiment conseillé de « *se taire* » au risque de voir sa réélection remise en cause... C'est au fond cette politique mensongère et donc dolosive sur le dos des contribuables que certains tentent de faire passer comme une fatalité. Certains médias contribuent à accentuer la confusion en parlant de « *capitalisme fou* ». Peut-être qu'il serait d'ailleurs plus approprié de parler de « *capitalisme amoral* », un système qui refuse la régulation en oubliant que sans régulation du pouvoir d'achat des citoyens, le capitalisme ne pourra que s'auto-décapiter à terme. Alors il faut arrêter de faire croire à un fédéralisme européen, voire à une union européenne et commencer à parler d'inter-indépendance européenne. Les innovations proposées au plan institutionnel peuvent peut-être, si elles sont respectées, conduire à une évolution vers une forme d'interdépendance européenne.

3. Le coût d'opportunité nul du travailleur européen : une vision ou un fait ?

C'est dans le cadre de ce flou institutionnel avec un leadership saucissonné assorti d'un silence coupable que les données macroéconomiques de la Grèce sont parvenues et « *acceptées* » par les instances européennes. Aujourd'hui, grâce à la franchise du Président de la République hellénique, Károlos Papoulias et de son Premier ministre George Papandreou, qui ont préféré la transparence des comptes à la fuite en avant, tout le monde découvre, feignant d'être « *surpris* », que la situation n'est pas meilleure au niveau des pays européens comme l'Espagne, le Portugal et l'Irlande et l'Italie. Les marchés qui anticipent tout ont choisi de se débarrasser des actifs de ces pays avant que ces actifs ne deviennent douteux ou même irrécouvrables. La Banque centrale européenne a joué un rôle d'éponge sans trop savoir si les conditionnalités posées, à savoir des mesures de restriction budgétaire stricte à mettre en œuvre par les pays en difficulté, seront respectées jusqu'à un rétablissement de la situation d'avant la crise financière de 2008. Mais le problème est que si ces mesures draconiennes sont contestées par les populations et ne sont pas mises en œuvre dans les temps, il faut s'attendre à quelques faillites retentissantes que les organismes de notation devraient annoncer au fur et à mesure de la fébrilité des marchés. Les rumeurs finiront alors par devenir réalité. Alors peut-être que les actifs même de la Banque centrale européenne seront pollués, en espérant que ce système de buvard nous livrera son secret pour absorber les actifs toxiques.

Assainir les finances publiques ne suffit pas pour respecter le pacte de stabilité européen car c'est bien le processus de création de richesses, les délocalisations des capacités productives vers les pays émergents hors Union européenne et l'insouciance des « *possédants* » qui nourrissent la crise financière, budgétaire et sociale et empêchent des solutions alternatives de sortie de crise. Ces possédants oublient que l'entrepreneuriat se conjugue au moins à trois : les actionnaires, les gestionnaires et les travailleurs. A force d'avoir choisi systématiquement d'éroder au point d'amenuiser le pouvoir d'achat des

travailleurs et de certains gestionnaires, l'actionnaire, seul décideur en dernier ressort, a perdu le sens de la pérennisation de la création de richesse en comptant presque exclusivement sur le crédit...

A ce titre, ce n'est pas le capitalisme qui est fou, mais bien les « *actionnaires* » qui ont perdu le sens de la mesure et leur rôle quant à la préservation du bien commun. Lorsque le travailleur, la « classe pauvre » perd en pouvoir d'achat et que l'on s'attaque à la majorité silencieuse constituant la « classe moyenne », alors c'est au fondement de la société que l'on touche, sans d'ailleurs savoir si les réactions seront violentes, lentes et sans retour... Une véritable prise de conscience collective s'impose... Car tant que ces pratiques se faisaient en Afrique et que de nombreux décideurs continuaient de croire que ce n'était pas grave car cela se passait dans un espace « *hors norme démocratique* » où les tous les coups sont permis, personne ne s'en souciait.

Des « chars » entiers de paysans, de travailleurs informels et formels ont été considérés et enregistrés par la Banque mondiale lors des programmes d'ajustement structurels (PAS), l'équivalent de la rigueur budgétaire qui attend les contribuables européens, comme des « *coûts d'opportunité nuls* ». Le travailleur européen, contribuable de son état, sauf en Grèce où seulement 14% de la population paye des impôts, a-t-il été enregistré comme un « *coût d'opportunité nul* » ? A moins qu'il y ait discrimination entre travailleur du nord et travailleur du sud ?

4. 1971-2011 : Le Dollar faiblit toujours avant toute décision « radicale » !

Ainsi, dans les pays européens en crise, le niveau d'endettement des ménages, des entreprises et de l'Etat se mesure au niveau du crédit autorisé... Bref, une grande partie de l'Union européenne vit à crédit et au-dessus de ses moyens. Le problème n'est d'ailleurs pas très différent aux Etats-Unis sauf que les autorités américaines bénéficient du privilège de battre une monnaie « *internationale* » dont personne ne peut vraiment se défaire, le dollar. Il faut d'ailleurs toujours faire référence à la décision de Richard Nixon, ex-Président des Etats-Unis, qui a décidé le 15 août 1971 de l'inconvertibilité du dollar américain (\$US) en or, une monnaie marchandise. Mais c'est que le Dollar était bien avant cette décision en chute libre par rapport aux monnaies européennes et à celle du Japon à l'époque. C'est cette même faiblesse du dollar américain que reflètent les marchés de changes aujourd'hui (16 août 2011) avec 1 € pour 1,43 \$US et surtout un 1 € pour 1,13 Franc suisse, proche de la parité.

Avec 40 ans d'écart, 1971-2011, la faiblesse du dollar américain déstabilise le monde sauf que le Président Barack Obama, très affaibli par une sorte de cohabitation via le parlement et le Sénat américain, n'est pas le Président Nixon. Cette gestion parlementaire des Etats-Unis semble neutraliser les institutions américaines qui réagissent au lieu d'être à leur habitude « *proactive* », c'est-à-dire anticiper les événements. En comparaison, peut-être que les Africains auraient certainement gagné s'ils avaient en temps opportun choisi de garantir leur monnaie commune contre des matières premières

dont ils fixeraient le niveau de production et indirectement le prix. Ils auraient ainsi collectivement construit leur marge de manœuvre économique.

Que l'or soit aujourd'hui une « *monnaie refuge* » ne doit étonner personne. L'or a été coté 1784 \$US l'once le 16 août 2011 alors qu'en septembre 2010, il se situait autour de 1150 \$US avec une augmentation de plus de 40 % au cours des 12 derniers mois². Avec les techniques du « *quantitative easing* » qui ne sont que de simples décisions de création monétaire sans contrepartie productive, les Etats-Unis réussissent à doper, déjà par trois fois, leur économie de manière passagère, souvent sur le dos des autres économies du monde. En relevant sous conditions le plafond de leur endettement, c'est comme si l'Union européenne avait fait passer les 3 % de déficit budgétaire du Traité de Maastricht à 10 % de déficit budgétaire ou plus. Quand on appelle cela la diplomatie intelligente (« *smart diplomacy* », il y a du souci à se faire. La politique étrangère et monétaire américaine n'arrive plus à imposer la direction du monde, encore moins celle des marchés. Les chantages à la guerre ou au désordre monétaire, politique ou civil comme on le voit en Irak ou en Afghanistan ou ailleurs ne sont plus opérationnels. Il faut donc espérer que les autorités américaines ne prennent pas une décision unilatérale comme elles en ont le secret comme en 1971. Car au fond, 40 ans plus tôt, c'est bien aussi un déficit budgétaire abyssal qui a conduit à l'inconvertibilité du dollar en or. Que réservent cette fois les Etats-Unis ?

D'autres fourches caudines prennent aussi la relève sous le couvert de la main invisible : les acteurs du marché notamment les « *hedge funds* » (fonds de couverture ou fonds dits « alternatifs ») et autres gestionnaires de produits dérivés échappant généralement à la supervision, voire aux systèmes de régulations nationale, régionale et à fortiori internationale. Leur responsabilité dans la déstabilisation des marchés financiers et de l'économie réelle n'est pas à exclure. Il y a donc lieu de réduire considérablement leur marge de manœuvre comme acheter et vendre sans avoir une couverture réelle ou tout simplement taxer, jusque dans les paradis fiscaux, les ponctions opérées sur l'économie réelle et rarement réinvesties dans les capacités productives, créatrices d'emplois et de pouvoir d'achat.

5. Faut-il dévaluer le dollar américain et l'Euro ?

Les Européens vivent au-dessus de leurs moyens. L'Union européenne aussi ! Mais cet état de fait ne peut perdurer sans mettre en danger l'équilibre économique du monde.

Pour revenir à la suprématie du dollar américain dans les échanges mondiaux, il faut reconnaître que l'Union européenne avec l'Euro ne dispose pas de la même latitude et doit se plier à la rigueur des pratiques économiques de bon sens, à savoir, corriger les erreurs de stratégie, réduire les déficits budgétaires, et normalement dévaluer. En réalité, par rapport au Franc Suisse, l'Euro est en perte de vitesse. Aussi, si le dollar américain et l'Euro sont tous deux en train de perdre en valeur à des degrés différents ceci en comparaison avec d'autres devises, il n'est pas inutile ou farfelu de s'interroger, en laissant de côté l'arrogance du « *too big to fail* » (trop important pour faillir) sur une vraie solution. Il

s'agit de la dévaluation... Une mesure qui a été systématiquement appliquée aux économies africaines, sans leur consentement et toujours de manière non-sollicitée.

Les autorités américaines excluent totalement toute dévaluation et tentent de demander aux autorités chinoises de réévaluer leur devise, le Yuan Reminbi (RMB), sans succès pour le moment... L'Union européenne pourrait avoir besoin d'une longue période pour s'accorder à 27 avant de pouvoir rendre une dévaluation de l'Euro opérationnelle... Le marché s'en charge en référence à la monnaie suisse. Donc, les marchés corrigent et ajustent, ce d'autant plus que de nombreux Etats européens ont garanti les engagements de leurs banques dans les pays exposés comme la Grèce ou l'Italie...

Aussi paradoxalement que cela puisse paraître, si les autorités grecques et italiennes décident d'honorer leur engagement vis-à-vis de la Banque centrale européenne mais en diffèrent l'exécution, cela pourra mettre en danger quelques banques trop exposées dans ces pays. Mais ces banques bénéficiant de la garantie de l'Etat, c'est en dernier ressort la volonté et la capacité des Etats à soutenir leurs banques qui seront mises en cause. C'est justement le travail des agences de notation. Là encore, il serait grand temps de lire plus sérieusement les notations des grandes agences chinoises comme « *Dagong Global Credit Rating Co* » et de les comparer avec les Moody's Investors Services, Standard & Poors ou d'autres... Dagong a depuis plusieurs mois réduit la note des Etats-Unis à AA+, en attendant celle de la France. En effet, s'il y a dévaluation, la Chine qui détient d'énormes quantités de dollars et de bons du trésor américain sera directement affectée au point de perdre au bas mot, 30 % minimum de son épargne... Les Agences de notation chinoise sont donc très attentives à deux critères pour évaluer le risque de défaut de paiement des Etats comme les Etats-Unis ou la France. Il s'agit :

1. de la volonté affichée de l'Etat d'honorer ses engagements et
2. de la capacité budgétaire de l'Etat d'honorer ses engagements, autrement dit, il s'agit de savoir si l'Etat en question dispose d'une marge budgétaire, voire d'une marge économique.

Dès lors que la réponse paraît douteuse, la rétrogradation est inéluctable pour ne pas dire inévitable, sauf transactions « *hors bilan* » que pratiquent les « *hedge funds* » dans leur grande majorité. En réalité, si cette capacité budgétaire de l'Etat a pu exister par le passé et qu'elle s'est dégradée du fait de mauvais arbitrage politique, alors c'est toute la gestion même de l'Etat qui est mise en cause... La France, à ce titre, disposait d'une certaine marge au début du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Mais les arbitrages politiques budgétivores comme le « *bouclier fiscal* » ou les « *niches fiscales* », mais aussi les guerres en Irak, en Côte d'Ivoire, en Afghanistan et en Libye ne semblent pas, comme au temps colonial ou postcolonial, faire engranger des recettes à la France, encore moins directement à la majorité des contribuables français. Les pays émergents sont passés par là et la compétitivité des entreprises occidentales sur les marchés africains et des pays en développement en général s'est érodée au point d'occasionner des pertes importantes pour certains... Le « politique » est alors mis sous pression pour intervenir pour soutenir les grandes sociétés françaises en Afrique sans d'ailleurs que cela n'occasionne

des résultats spectaculaires et pérennes. Il suffit de voir les réticences actuelles pour aller investir en Côte d'Ivoire.

6. Une crise politique n'est pas à exclure

En définitive, en plus de la facilité qu'offre le crédit qui ne sert plus d'effet de levier mais participe à banaliser le fait de vivre au-dessus de ses moyens, tout ceci a contribué, à faire de l'Union européenne et des Etats-Unis, des espaces où l'endettement public s'est envolé. Pour la zone euro, il faut malgré tout appeler un chat un chat, c'est-à-dire une indiscipline institutionnelle quasi-collective eu égard aux engagements pris à Maastricht.

L'Allemagne dirigée par une coalition libérale-conservatrice avec à sa tête Mme Angel Merkel et la coalition autrichienne SPÖ/ÖVP³ (parti social-démocrate en coalition avec le parti libéral autrichien) dirigée par le social-démocrate Werner Feymann semblent être déterminées à guider les Etats-Membres déviant vers la voie de la sagesse. Pour ce faire, ce serait un encouragement à la mauvaise gouvernance que d'accepter la mise en place d'euro-obligations pour tenter de « solder les déficits publics des Etats », déficits qui n'ont pas encore fini de grossir. Mais c'est aussi une forme d'équité que de reconnaître que la solidarité européenne ne peut se faire sur le dos des « bons gestionnaires ». Autrement dit, si le contribuable allemand ou autrichien s'est serré la ceinture pendant des années de vaches maigres ou les arbitrages économiques passés ont permis de dégager des marges budgétaires et économiques aujourd'hui, il paraît incompréhensible pour ce même contribuable allemand ou autrichien qui a épargné « collectivement » que ses réserves ne soient utilisées pour les crises nationales, mais plutôt servent à éponger la dette « collectivisée » des Etats dont la gouvernance se rapprocherait plus de l'expertise des apprentis-sorciers que de visionnaires éclairés.

Aussi, il n'y a pas d'autres alternatives en dehors d'une dévaluation simultanée du dollar américain et de l'Euro que d'assainir les finances publiques afin de retrouver le niveau établi dans le pacte de stabilité, en attendant la création d'un véritable fond monétaire européen afin de ne pas faire dévier la banque centrale européenne de sa fonction première consistant à assurer la stabilité monétaire de la zone et à lutter contre l'inflation. Le lancement des euro-obligations, cet emprunt auprès des contribuables européens à un taux unique ou variable, serait une façon honorable, mais dolosive, de transférer l'essentiel des créances irrécouvrables sur les contribuables des pays les mieux gérés dans l'Union européenne. Mais les Allemands dans leur grande majorité n'en veulent pas.

Au plan politique, ce sont des « coalitions parfois fragiles » entre partis politiques qui risquent de voler en éclats et provoquer des élections anticipées ici et là. Il faut savoir que le parlement allemand (Bundestag) n'a pas encore adopté la décision du 21 juillet 2011 consistant à permettre au fonds de stabilité européen de racheter des créances « douteuses » des Etats, c'est ce qui est communément appelé « des obligations des Etats souverains sur le marché secondaire⁴ ». Un « Nein » du parlement allemand

signifierait que La Coalition de Mme Angela Merkel pourrait voler en éclats avec en perspective des élections anticipées.

Pourquoi la solidarité européenne doit-elle signifier l'absence de discipline par rapport aux critères de Maastricht et pourquoi, en définitive, le bon gestionnaire à savoir celui qui a souvent le plus donné à cette Union européenne au plan financier (en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB)) doit faire demander des efforts supplémentaires à ses concitoyens du fait d'un fardeau supplémentaire communautaire lié à une mauvaise gouvernance de certains pays indisciplinés. De plus, il est difficile de faire des « largesses » avec une croissance molle, bien inférieure à actuellement 1 % contre des prévisions bien optimistes, voire irréalistes, supérieures à 2 %.

En référence aux projections du Fond monétaire international⁵, en 2011, l'Allemagne ne pourra pas atteindre 3,2 % du PIB, ni la France, 2,1 % du PIB alors que la Chine est estimée à 9,6 %, l'Inde à 8,2 %, le Brésil à 4,7 %, la Russie à 4,8 %, les Etats-Unis à 2,5% et l'Afrique subsaharienne 5,5 % du PIB.

Face à une croissance au second trimestre de 0 % de la France, et de 0,1 % pour l'Allemagne, la réduction drastique des déficits budgétaires, longtemps repoussée, pourrait redevenir le dossier d'une rentrée mouvementée dans les deux pays. Au-delà, c'est bien l'indiscipline et le manque de « leadership⁶ » et d'orchestration de la convergence monétaire, budgétaire et financière qui pourraient déboucher sur des sanctions des électeurs, et une forme de sanctions politiques éventuelles des contribuables qui pourraient penser à ne plus payer n'importe quel « impôt » comme cela se passe déjà en Grèce.

Croire donc que l'on pourra s'épargner une discussion de fond sur le capitalisme qui privilégie les actionnaires et certains managers aux dépens des travailleurs et du social est un leurre qui risque de créer d'abord la confusion, puis l'exaspération avec des mouvements « indignez-vous⁷ » devenus « Y en a marre » en Afrique avec des chances de devenir incontrôlables à terme si le pouvoir d'achat continue à baisser inexorablement. Paradoxalement, c'est un des plus grand capitalistes d'antan, le fondateur des véhicules Ford, qui a choisi de doubler le salaire de ses ouvriers pour que fonctionne mieux et de manière pérenne le capitalisme outre-Atlantique. La « vieille Europe » pourrait peut-être méditer ses leçons au lieu de continuer la course vers le bas des salaires et des revenus des plus faibles maillons économiques, généralement non-responsables des déficits budgétaires chroniques. Les relents de « recolonisation » sont des épiphénomènes qui risquent d'ailleurs de faire perdre le peu d'illusion qu'entretenaient encore les populations africaines sur le soutien financier que pourraient apporter les pays riches aux problèmes africains, souvent liés à des arbitrages erronés effectués par des individus privilégiant d'abord les intérêts des non-Africains. Ce système aussi va bientôt voir ses limites avec des cycles de contestations-répressions qui ne pourront plus se faire dans l'indifférence comme au Togo.

Il faut simplement revenir aux règles communes et universelles de la « bonne gouvernance » avec des « individus épris d'éthique », choisis selon un processus électoral qui fait triompher la vérité des urnes et



présentent une vérité des comptes aux citoyens... Une ambition qui est malheureusement synonyme de rêve dans trop de pays où certains médias ont choisi de taire les vérités. C'est cette neutralité coupable⁸ qu'il convient de combattre en évitant d'en confier la charge à des intellectuels faussaires⁹ ou des politiciens peu clairvoyants.

Au-delà de la révolte¹⁰ des populations laissées-pour-compte, c'est bien des solutions alternatives qu'il convient de proposer afin de convaincre la majorité en toute transparence face à ce qu'il faut bien appeler une pensée collective, en référence à la pensée unique de la période passée de l'unilatéralisme occidental. Toute nouvelle architecture d'un gouvernement économique européen ne peut faire l'économie du volet social. Entre endettement et négation du pouvoir d'achat, un gouvernement économique européen ne peut que se faire « hara-kiri »... et personne ne rira. YEA.

¹ Yves Ekoué Amaïzo (2010). *Crise financière mondiale. Des réponses alternatives de l'Afrique*, collection « interdépendance africaine », éditions Menaibuc : Paris.

² France-Inflation (2011), voir <http://france-inflation.com/cours_de_l_or_historique_et_actuel.php>, accédé le 16 août 2011.

³ Sozialdemokratische Partei Österreichs (SPÖ) avec 300 000 membres actuellement dirigé par Werner Faymann et Österreichische Volkspartei (ÖVP) avec 700 000 membres actuellement dirigé par Michaël Spindelegger.

⁴ Pascal Thibaut (2011). « Crise économique : programme minimum pour la rencontre Sarkozy-Merkel », RFI, voir <<http://www.rfi.fr/europe/5min/20110815-programme-minimum-rencontre-sarkozy-merkel>> accédé le 16 août 2011.

⁵ IMF (2011). *World Economic Outlook 2011, Update June 2011*, Washington D. C., 17 June, p. 2.

⁶ En Europe, cette absence de leader européen est institutionnelle avec le « saucissonnement » des postes alors qu'aux Etats-Unis, il s'agit d'une cohabitation avec les parlementaires qui neutralisent les décisions présidentielles sans apporter des solutions crédibles.

⁷ Stephan Hessel (2010). *Indignez-vous*, éditions indigène : Paris

⁸ Yves Ekoué Amaïzo (sous la dir.) (2008). *La Neutralité coupable. L'autocensure des Africains, un frein aux alternatives ?*, avec une préface de Abel Goumba et une postface de Tétévi Godwin Tété-Adjalogo, collection « interdépendance africaine », éditions Menaibuc : Paris.

⁹ Pascal Boniface (2011). *Les intellectuels faussaires, Le triomphe médiatique des experts en mensonge*, collection Cou de Gueul, édition Jean Claude Gawsewitch : Paris.

¹⁰ Edwy Plenel, "Parti prix : contre la dictature financière, la révolte nécessaire", in Médiapart, voir <<http://www.mediapart.fr/journal/international/100811/contre-la-dictature-financiere-la-revolte-necessaire>> accédé le 16 août 2011.